

HONGRIE

Les pseudo-fondations de Viktor Orbán

Joël Le Pavous

Un an avant des législatives annoncées plus difficiles que les précédentes, le dirigeant magyar transfère actifs et biens publics à des structures amies. Ses adversaires l'accusent d'installer un « État parallèle ».

Viktor Orbán se voit-il déjà vaincu en 2022 face à l'opposition unie de la gauche à l'extrême droite recentrée ? C'est le constat que l'on serait tenté de dresser après l'adoption, le 27 avril, d'une loi octroyant une part considérable des actifs de l'État à des fondations créées et contrôlées par son parti, le Fidesz. Présentées comme d'utilité publique, ces organismes subventionnés opéreront notamment dans les secteurs de la culture, du tourisme et de l'éducation. Des conseils d'établissement composés de membres ou de proches de l'exécutif actuel, nommés à vie, appuient cette stratégie d'accaparement.

La législation entérine la création de 16 fondations chargées de gérer les biens transmis par l'État : universités, châteaux, cliniques, ports, parcs, musées, théâtres, firmes pharmaceutiques, fournisseurs d'énergie... Parmi celles-ci, onze superviseront des établissements d'enseignement supérieur à compter du 1er août prochain. Au total, 32 organismes, dont 21 chapeautant des universités, assumeront cette tutelle avec l'appui logistique et financier du gouvernement Orbán. Chaque structure reçoit une première dotation de 600 millions de forints (environ 1,7 million d'euros).

« Le Fidesz consolide une influence économique sur le long terme. Et ce même si la majorité de l'électorat soutenait le camp adverse en 2022 », analyse le journaliste András Bódis. « Lors de la chute du régime prosoviétique, les communistes ont sauvé leur argent en profitant de l'essor de l'économie de marché. Les dirigeants actuels les imitent en évoquant la construction d'une bourgeoisie nationale qui n'œuvrerait qu'au bien du pays. De cette manière, le premier ministre essaie de limiter les risques et les effets secondaires de la démocratie », développe la plume du portail d'information Válasz Online.

« Non-sens juridique »

Le 15 décembre 2020, une modification constitutionnelle soutenue par la majorité Fidesz/KDNP, menant la Hongrie depuis onze ans, préparait le terrain en restreignant la définition de l'argent public aux « revenus, dépenses et créances » de l'État. Parallèlement, des fondations inféodées au pouvoir conservateur obtenaient des sommes substantielles exemptées de l'obligation de transparence. Objectif : s'emparer d'institutions autonomes prestigieuses, telle l'école d'art dramatique SZFE domestiquée après plusieurs mois de lutte, mais aussi conserver bien au chaud les fleurons nationaux.

En juillet 2019, l'État magyar cédait les rênes de l'université Corvinus de Budapest, réputée pour ses cursus économiques. Depuis le premier

février 2021, le palais Grassalkovich de Gödöllő, résidence secondaire favorite de l'impératrice Sissi, dépend d'une structure amie. Une fondation administrera le campus budapestois de l'université Fudan, première antenne européenne de cet établissement chinois d'excellence, dont l'arrivée prévue en 2024 sur les bords du Danube génère un conflit entre la mairie écologiste de la capitale et l'administration Orbán, réfutant toute génuflexion devant le géant oriental.

Certaines fondations assumeront une mission bien spécifique : formation continue des enseignants, des personnels soignants et travailleurs sociaux (Makovecz Campus Alapítvány), développement de la formation agricole (Jövő Nemzedék Földje Alapítvány), médiation et distribution culturelle (Magyar Kultúraért Alapítvány), conservation de l'héritage de l'architecte austro-hongrois Alajos Hauszmann et des métiers d'art (Hauszmann Alapítvány), projets de développement économique et durable (MOL - Új Európa Alapítvány), ou encore soutien de la viticulture et du tourisme (Tokaj-Hegyalja Alapítvány).

« Le pouvoir choisit les dirigeants des institutions. Les conseils d'établissement décident du devenir des fondations et de l'avenir de l'argent alloué. En plaçant des personnalités résolument loyales, le gouvernement parie sur le fait que celles-ci choisiront des profils similaires pour assurer la continuité en cas de départ. Concrètement, une part de la richesse

nationale est désormais donnée à des organismes qui resteront jusqu'à la fin des temps sous le contrôle des détenteurs actuels du pouvoir. C'est un non-sens juridique doublé d'un pillage des biens de l'État », dénonce Miklós Ligeti de Transparency International Hongrie.

Intérêt national

Afin de compléter le dispositif, une autorité de régulation encadrera l'ensemble du réseau, dont le président sera désigné par le premier ministre, à l'image du très propouvoir Conseil des médias. Sur l'année 2020, les fondations rattachées à la galaxie Fidesz ont reçu 217 milliards de forints (601,4 millions d'euros), dont une partie provenait du fonds de défense économique face au coronavirus. Outre ce coup de pouce conséquent, le gouvernement leur a également distribué plusieurs centaines de milliards de forints de propriétés foncières et d'actions étatiques dans des entreprises stratégiques.

Le principal bénéficiaire de la générosité du pouvoir se nomme Mathias Corvinus Collegium (MCC) université d'excellence pro-Fidesz ambitionnant d'élargir son rayonnement à l'ensemble du bassin des Carpates. Ces derniers mois, le patrimoine de l'établissement, piloté par le patron de l'hebdomadaire de droite « Mandiner », s'est enrichi de près de 500 milliards de forints (1,38 milliard d'euros), somme dépassant le budget total 2019 des 27 institutions pu-

Gergely Karácsony, le politicien écolo qui a enlevé la mairie de la capitale Budapest au Fidesz, est une des voix critiques du gouvernement les plus entendues en ce moment.



PHOTO : EPA

bliques d'enseignement supérieur du pays. Le portefeuille du MCC inclut 10 pour cent d'actions du pétrolier MOL et dix autres de la firme pharmaceutique Richter-Gedeon.

Face aux accusations de clientélisme, le gouvernement invoque l'intérêt national. « Les universités changeant de modèle auront la tâche d'agir comme des locomotives de la Hongrie tirant l'économie de notre nation vers l'avant et renforçant sa compétitivité », affirme le premier ministre Viktor Orbán. « Au-delà de l'éducation, ce système de fondations s'applique à la défense des traditions, la protection de la culture nationale, celle du patrimoine, du climat, mais aussi de l'environnement bâti et naturel », pointe de son côté Tamás Scharnda, secrétaire d'État au ministère de l'Innovation et de la Technologie.

Selon plusieurs récents sondages, les adversaires coalisés du dirigeant magyar, critiquant un « vol organisé » du régime Orbán par l'intermédiaire des fondations, battraient le Fidesz lors des législatives du printemps pro-

chain. Même s'il devait quitter son trône politique, le tribun national-populiste entend garder le pouvoir de l'argent après 2022. La bascule des actifs et des biens de l'État lui permet de réduire le champ d'action d'un éventuel gouvernement d'opposition, d'offrir des débouchés à ses fonctionnaires sur siège éjectable si le Fidesz tombait en avril et de maintenir sa constellation d'affidés.

Sanctuarisation préventive

Lorsque la majorité dut abandonner la capitale Budapest ainsi qu'une dizaine de grandes agglomérations au soir des élections municipales de l'automne 2019, l'exécutif se vengea en votant un texte de loi accentuant le poids de l'État dans la conduite des lieux culturels au détriment des villes. Juste avant Noël 2020, en vertu des difficultés économiques occasionnées par la pandémie, un décret gouvernemental divisait de moitié la taxe professionnelle versée par les entreprises aux municipalités. L'opposi-

tion, le maire écologiste de Budapest Gergely Karácsony en tête, dénonça une décision politique pénalisant les finances des communes.

Cette fois-ci, Viktor Orbán bétonne son système en avançant l'hypothèse d'une débâcle électorale. « En cas d'alternance politique, le nouveau gouvernement devra partager le pouvoir avec un gouvernement parallèle, un État profond niché dans l'administration et dirigé par Viktor Orbán », redoute sérieusement András Schiffer, ancien député du parti écologiste LMP devenu avocat. « Le Fidesz sacrifie simplement la viabilité de l'État hongrois pour construire un État parallèle géré par les fidèles de Viktor Orbán », appuie András Fekete-Győr, président du parti centriste-libéral Momentum.

Selon le sociologue Gábor Scheiring, le Fidesz s'inspire des socialistes du MSZP, qui, rejetés dans l'opposition durant la transition démocratique sous les cabinets de József Antall et Péter Boross (1990-1994) puis le premier mandat de Viktor Orbán

(1998-2002), perpétuèrent leur influence sur les médias et l'économie. « Nous étions au gouvernement mais pas au pouvoir », déclarait au sujet de cette période László Kövér, vieux camarade de route d'Orbán et actuel président de l'Assemblée nationale. Comprenez : les réseaux postcommunistes étaient plus forts que ceux du Fidesz pourtant aux affaires.

En 2002, Viktor Orbán s'inclinait d'un cheveu face à Péter Medgyessy et attribuait son pire cauchemar politique à la presse, accusée d'avoir ostensiblement roulé pour son challenger de gauche. Peu avant le scrutin, il conférait une douzaine de fermes d'État à des proches du Fidesz. Aujourd'hui, conscient que son siège est en sursis, le dirigeant magyar briguant un quatrième terme consécutif sanctuarise des fondations à la fois coffres-forts et exécutantes. Avec une ambition claire : que ses successeurs ne puissent pas récupérer le magot assurant l'avantage pécuniaire du Fidesz, accumulé sur une décennie.